Burundi : la campagne électorale pour le triple scrutin démarre

RFI,Â 27/04/2020 Ce lundi 27 avril dÃ©bute au Burundi la campagne Ã©lectorale pour le triple scrutin prÃ©vu le 20 maiÂ : Ã©lections des dÃ©putÃ©s et des conseillers communaux, mais Ã©galement celle du prÃ©sident de la RÃ©publique. Une campagne qui s'achÃ¨vera le 17 mai.

Pour l'Ã©lection prÃ©sidentielle, septÂ candidats tenteront de convaincre les Ã©lecteurs durant ces trois semaines de campagne. Parmi eux, il y a en premier lieu le gÃ©nÃ©ral Evariste NdayishimiÃ©, qui portera les couleurs du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Il est le dauphin de Pierre Nkurunziza, l'actuel chef de l'Etat, qui ne se reprÃ©sente pas. Il affrontera notamment celui qui est prÃ©sentÃ© comme le principal opposant, Agathon Rwasa, meneur du nouveau Conseil national pour la libertÃ©, le CNL, agrÃ©Ã© il y a un peu plus dâ€™un an. Il y aura Ã©galement DomitienÂ Ndayizeye, prÃ©sident de tra entre 2003 et 2005, aujourdâ€™hui Ã la tÃªte de la coalition Kira Burundi. Comme trois autres prÃ©tendants, sa candidatureÂ avait dâ€™abord Ã©tÃ© rejetÃ©e par la Commission Ã©lectoraleÂ (CÃ©ni), mais il a finalement eu gain de cause un recours Ã la Cour consitutionnelle. Une Ã©lection sans grand enjeu pour les observateurs Quoi quâ€™il en soit, nombre dâ€™observateurs estiment que le scrutin ne prÃ©sente aucun enjeu. Â«Â Il est admis, y compris par lâ€™opposition, que le vainqueur est dÃ©jÃ connu et que ce sera le candidat du CNDD-FDDÂ Â», explique ainsi Thierry Vircoulon, coordinateur de l'Observatoire pour l'Afrique centrale et australe de l'Institut franÃ§ais des relations internationales (IFRI). Â«Â Lâ€™opposition qui va concourir Ã cette Ã©lection joue essentiellement un rÃ´le de faire-valoir dÃ©mocratique au rÃ©gime. Et pour elle, lâ€™e est dâ€™arracher quelques places au Parlement, de faÃ§on Ã avoir encore une existence, plus thÃ©orique que rÃ©elleÂ Â». E tout cas, chacun des sept candidats retenus et leur Ã©quipe devront sâ€™exprimer chaque jour entre 6h et 18 h.Â Â«Â Toute propagande en dehors de cette pÃ©riode est interditeÂ Â»,Â prÃ©cise un dÃ©cret de la CÃ©niÂ qui fixe le cadre de cette camp Alors que des opposants accusent justement le parti au pouvoir de mener campagne depuis un certain tempsÂ et la CÃ©ni de fermer les yeux. Une campagne sous la surveillance de la sociÃ©tÃ© civile De leur cÃ´tÃ©, les acteurs de la sociÃ©tÃ© civ sont dÃ©jÃ mobilisÃ©s. AprÃ¨s la crise politique de 2015 et lâ€™Ã©chec du dialogue lancÃ© sous lâ€™Ã©gide de la Commun de lâ€™Est, six organisations ont en effet mis sur pied un projet conjoint de suivi des violations des droits de lâ€™homme. Dans un communiquÃ©, elles invitent les autoritÃ©s Ã Â«Â garantir la sÃ©curitÃ© de toute la population en cette pÃ©riode Ã©lectora les opposants sont rÃ©guliÃ¨rement menacÃ©sÂ Â» ainsi quâ€™Ã Â«Â respecter scrupuleusement les droits Ã©lectoraux des candidats et des Ã©lecteursÂ Â». Une campagne qui se dÃ©roulera par ailleurs sous la menace du coronavirus. Quinze cas ont officiellement Ã©tÃ© dÃ©clarÃ©s et un dÃ©cÃ¨s dans le pays. Et si le ministÃ¨re de la SantÃ© a adressÃ© des recommand â€“Â des points pour se laver les mains notammentÂ â€“, aucune restriction nâ€™a pour l'heure Ã©tÃ© annoncÃ©e concernant meetings et rÃ©unions publiques.